



HAL
open science

L'IBESR face à la Crise des Gangs Armés en Haïti : Analyse Critique de ses Responsabilités.

Diego Lafortune

► **To cite this version:**

Diego Lafortune. L'IBESR face à la Crise des Gangs Armés en Haïti : Analyse Critique de ses Responsabilités.. BIT-science, A paraître, 3 (1), pp.5. hal-04794180

HAL Id: hal-04794180

<https://hal.science/hal-04794180v1>

Submitted on 20 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

L'IBESR face à la Crise des Gangs Armés en Haïti : Analyse Critique de ses Responsabilités.

Résumé

En Haïti, la montée en puissance de groupes armés et l'engagement préoccupant d'enfants témoignent non seulement d'un dysfonctionnement structurel de l'État, mais également d'un manque d'efficacité des institutions essentielles comme l'Institut du Bien-Être Social et de la Recherche (IBESR). Cette réflexion examine le rôle et les devoirs de l'IBESR face à cette crise, en se basant sur la récente déclaration de l'UNICEF selon laquelle près de la moitié des gangs armés haïtiens sont des enfants. Nous démontrons que le renforcement de l'IBESR est crucial pour contrer ce mouvement et empêcher la participation des enfants dans ces groupes, en considérant ses contraintes structurelles et les mesures appropriées pour optimiser son effet.

Introduction

Depuis la chute du régime dictatorial des Duvalier en 1986, Haïti connaît une période de transition politique caractérisée par des perturbations persistantes, des crises économiques fréquentes et d'importantes perturbations sociales. Ce tournant historique, prévu comme un pas vers la démocratie et le progrès, a en fait mis en lumière et amplifié des vulnérabilités structurelles majeures. La montée en puissance des groupes armés, l'aggravation de la pauvreté et le déclin constant du tissu social font partie des répercussions les plus préoccupantes de ces vulnérabilités institutionnelles.

Aujourd'hui, la crise humanitaire et de sécurité qui affecte le pays prend une dimension inédite. Depuis de nombreuses années, les groupes armés se multiplient et contrôlent maintenant de vastes zones du pays. Ils mettent en place leur législation, planifient des actes de violence extrême et embauchent des enfants dans leurs rangs. D'après l'UNICEF, environ la moitié de ces gangs exploitent des enfants, les exposant à des traumatismes permanents et les privant de leurs droits fondamentaux (UNICEF, 2024). Cette situation met en lumière non seulement la vulnérabilité des jeunes générations, mais aussi l'incapacité des mécanismes institutionnels à garantir leur protection..

Créé pour protéger les droits des enfants et des familles, **l'Institut du Bien-Être Social et de la Recherche** (IBESR) joue un rôle crucial dans ce panorama tourmenté. Depuis sa fondation, l'institut se consacre à relever des défis de plus en plus importants. Cependant, la continuité des crises met en lumière ses contraintes organisationnelles, son déficit de ressources humaines et sa capacité à satisfaire le volume des exigences. Ces faiblesses, associées à la défaillance générale des politiques gouvernementales, aggravent les disparités sociales et maintiennent un cercle vicieux de vulnérabilité.

Pour analyser ce contexte, il est nécessaire de situer la crise contemporaine sous un angle plus large d'histoire et de société. L'échec des institutions étatiques après 1986, la persistance des disparités socio-économiques et l'effet des mesures internationales fréquemment incohérentes ont tous modelé le contexte dans lequel les enfants haïtiens combattent pour subsister. Ces critères sont cruciaux pour saisir non seulement les origines profondes de la crise présente, mais également pour envisager des mesures appropriées et pérennes en faveur des groupes vulnérables.

Approche méthodologique

Cette étude suit une démarche qualitative, se fondant essentiellement sur un examen de documents pour appréhender le rôle et les devoirs de l'IBESR en réponse à la crise des groupes armés haïtiens. Un examen des documents officiels de l'IBESR, de l'UNICEF et des Nations Unies, en plus des recherches universitaires, des articles de presse et d'autres publications pertinentes, permettra d'établir un panorama de la situation. L'objectif de cette analyse documentaire est de saisir les racines de la crise, d'identifier les vulnérabilités des institutions en place et de déterminer si l'IBESR est efficace pour défendre les enfants contre l'exploitation par les groupes armés. Elle servira de fondement pour repérer les faiblesses institutionnelles et suggérer des mesures pour consolider l'IBESR et optimiser ses démarches dans cette bataille.

L'IBESR : Mandat et Réalité

En Haïti, l'Institut du Bien-Être Social et de la Recherche (IBESR) est un dispositif public destiné à favoriser le bien-être des enfants et des familles. Depuis son établissement, il a reçu des tâches importantes comme la sauvegarde des droits de l'enfant, le soutien aux familles en difficulté, la gestion des adoptions nationales et internationales et la coordination des programmes sociaux nationaux. Cependant, en dépit de ce mandat ambitieux, l'IBESR rencontre des obstacles structurels et organisationnels qui restreignent grandement son efficacité.

Manque de ressources humaines et Financières

L'IBESR se heurte à une pénurie persistante de personnel, ce qui entrave l'efficacité de ses opérations. Les moyens alloués restent largement insuffisants pour répondre aux besoins croissants des populations vulnérables, notamment dans les zones les plus affectées par l'insécurité. De plus, l'insuffisance de personnel compétent limite la capacité de l'institution à mobiliser des groupes sur le site. D'après un rapport récent du PNUD (2024), seulement 30 % des actions prévues par l'IBESR dans les zones urbaines conflictuelles ont été réalisées, en raison d'un manque de ressources financières et logistiques appropriées.

Absence de mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces

Un autre frein important est le manque de dispositifs de suivi efficaces. L'IBESR n'a pas une base de données nationale exhaustive et mise à jour sur les enfants en péril ou les familles vulnérables. Ce déficit en informations fiables restreint la planification stratégique et les mesures préventives. D'après une recherche interne de l'institution (IBESR, 2022), les rapports d'évaluation des programmes sont peu fréquents et souvent manquants, mettant en péril la capacité à quantifier l'effet concret des mesures prises.

Coordination insuffisante avec les partenaires nationaux et internationaux

L'IBESR collabore peu fréquemment avec d'autres intervenants, comme les organisations non gouvernementales locales, les services des Nations Unies et les donateurs internationaux. Les processus de coordination, qui devraient garantir une synergie dans les interventions, présentent un manque de clarté et d'uniformité. Lavalasse (2021) met en évidence le fait que le manque de structure formelle de partenariat a entraîné des répétitions dans certaines interventions sociales et des déficits dans d'autres domaines cruciaux. Par exemple, de nombreux projets visant à aider les enfants des rues ont échoué en raison d'une communication insuffisante entre les intervenants.

L'implication des Enfants dans les Gangs : Causes et Répercussions

En Haïti, l'intégration des enfants dans les groupes armés est un processus complexe qui se fonde dans des dynamiques socio-économiques, institutionnelles et politiques. Cette situation, qui s'est détériorée ces dernières décennies, est le fruit de plusieurs facteurs majeurs et provoque des répercussions désastreuses pour les enfants en question, leur communauté et toute la société haïtienne.

Causes de la prise en charge des enfants dans les gangs

Détresse extrême et marginalisation sociale

Selon les statistiques récentes du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2024), en Haïti, plus de 60 % de la population subit une pauvreté. Les enfants provenant de familles en situation précaire sont fréquemment incités à trouver des refuges dans des conditions défavorables. Pour de nombreux enfants et jeunes, les gangs constituent une option instantanée, leur procurant non seulement un accès aux ressources essentielles, mais également un sentiment d'appartenance au sein d'une communauté qui les exclut.

Défaillance du système d'éducation

L'éducation en Haïti, fortement privatisée et sous-financée, présente un taux de scolarisation inférieur à 50 % pour les enfants en classe primaire (UNICEF, 2024). L'isolement scolaire contribue à l'oisiveté des jeunes, les exposant particulièrement aux propos des recruteurs de

groupes criminels qui tirent parti de leur déficit en direction et en perspectives pour les séduire dans leurs rangs.

Les structures de protection de l'enfance présentent une faiblesse.

Les mesures institutionnelles visant à sauvegarder les enfants en danger, comme les foyers d'accueil ou les plans d'intervention sociale, sont considérablement inadéquates. L'Institut du Bien-Être Social et de la Recherche (IBESR, 2022) met en exergue que les dispositifs actuels ne peuvent pas satisfaire aux demandes grandissantes des enfants vulnérables, ce qui intensifie leur danger face au recours aux gangs.

Insécurité sociopolitique et violence

Même après la fin de la dictature des Duvaliers, le climat d'insécurité généralisée continue en raison de récurrentes crises politiques et du déclin des institutions publiques. Les zones sous contrôle de groupes armés se transforment en territoires dépourvus d'autorité, laissant les enfants sans protection et sans perspective d'aide juridique ou sociale.

Effets de l'engagement des enfants au sein des gangs

Effets sur les enfants en question

À ce stade, il convient de souligner que les enfants encourent de graves traumatismes, aussi bien physiques que psychologiques, en intégrant les gangs. Ils sont fréquemment employés en tant que messagers, espions ou même comme combattants, ce qui les met face à des actes de violence extrême. Les répercussions peuvent comprendre des troubles post-traumatiques, des problèmes d'adaptation sociale et une diminution drastique des perspectives éducatives et professionnelles.

Détérioration de la structure sociale et des institutions

Les efforts de reconstruction sociale et institutionnelle en Haïti sont entravés par l'engagement massif des enfants dans les gangs. Cette dynamique favorise une dégradation

supplémentaire de la situation juridique et un effondrement des projets de développement, en renforçant le contrôle des groupes armés sur une grande partie de la société haïtienne.

Responsabilités de l'IBESR

Même s'il n'est pas le seul intervenant dans la bataille contre la crise humanitaire contemporaine haïtienne, son mandat lui attribue une responsabilité vitale pour la sauvegarde de l'enfance. Toutefois, la portée et la complexité des enjeux contemporains révèlent les vulnérabilités structurelles et organisationnelles de cet établissement. Une analyse scientifique de son fonction indique qu'il pourrait se consolider via trois voies principales :

1. Élaboration de programmes préventifs spécifiques

L'IBESR devrait focaliser ses efforts sur des mesures préventives visant à repérer les enfants en danger avant qu'ils ne soient exploités par les groupes armés. Cela comprend :

- *Étude des territoires à haut risque* : Déterminer les zones où le travail forcé est le plus courant pour mettre en place des mesures particulières.
- *Élaboration de plans d'éducation et d'intégration sociale* : Proposer des occasions d'études et des activités socioculturelles en tant qu'alternatives au crime.
- *Collaborations avec des entités locales et internationales* : Employer des moyens pour la réalisation de ces programmes.

2. Création de centres d'intervention d'urgence

Pour faire face à la situation précaire des enfants déplacés ou vulnérables, il est nécessaire que l'IBESR instaure des dispositifs appropriés afin de leur proposer un abri temporaire tout en garantissant leur protection. Cela pourrait comprendre :

- *Établissement de centres d'urgence* : Ces lieux, dotés de personnel qualifié et de ressources appropriées, permettraient de sauvegarder les enfants face aux menaces immédiates.
- *Assistance psychologique et médicale* : Incorporer des services de santé mentale et corporelle pour les enfants qui ont subi des traumatismes liés aux violences.

- *Réseau de réinsertion familiale* : Travailler en partenariat avec les communautés afin d'assurer la réintégration des enfants dans un milieu familial stable.

3. Appel pour des politiques publiques appropriées

L'IBESR joue un rôle crucial dans la formulation et le déploiement de politiques publiques favorisant les droits des enfants. Parmi les mesures requises se trouvent :

- *Amélioration du contexte juridique* : Soutenir des lois qui criminalisent plus fortement le recueil d'enfants par les groupes armés et intensifient les sanctions imposées.
- *Coopération entre différentes institutions* : Collaborer avec les ministères de justice, de sécurité et d'éducation pour une réaction coordonnée face à la crise.
- *Sensibilisation au niveau national et international* : Inciter les décideurs et la communauté civile à se mobiliser pour défendre les groupes vulnérables.

Le rôle de l'IBESR dans la crise actuelle est central, mais ses capacités restent limitées face à l'ampleur des besoins. Un renforcement stratégique de ses responsabilités à travers des actions préventives, des solutions d'urgence et un plaidoyer efficace pourrait améliorer la protection des enfants en Haïti. Une réponse coordonnée avec d'autres acteurs locaux et internationaux est également essentielle pour maximiser l'impact de ces initiatives.

Suggestions

Pour que l'IBESR puisse exercer son mandat de manière optimale, il est impératif de :

- **Renforcer son personnel administratif et technique** : Recruter davantage de professionnels qualifiés et offrir des formations continues pour améliorer l'efficacité des services.
- **Élargir son budget d'exploitation** : Dédier des fonds aux interventions d'urgence et aux projets de durée prolongée.
- **Améliorer les collaborations avec des intervenants mondiaux** : Travailler en partenariat avec des entités telles que l'UNICEF afin de profiter de leur compétence et de leur support technique.

- **Élaborer une stratégie de sensibilisation au sein de la communauté** : Sensibiliser les parents et la population aux risques liés à la participation des enfants dans les réseaux criminels.
- **Élaborer un observatoire national des droits de l'enfant** : Garantir une analyse régulière des informations et des mouvements.

Conclusion

De plus, l'état actuel de la situation des enfants haïtiens, souvent incités aux gangs en raison de facteurs socio-économiques et d'un contexte d'insécurité constant, nécessite une réponse plus systémique. L'inefficacité du système d'éducation, la précarité extrême et le manque de mesures de protection adéquates favorisent l'intégration des enfants dans ces organisations violentes. Ainsi, il est crucial de revoir les stratégies en matière de protection de l'enfance en Haïti, en incorporant une démarche pluridimensionnelle qui considère ces éléments fondateurs.

En définitive, la sauvegarde des enfants face aux groupes armés ne se limite pas à assurer une protection immédiate, elle contribue également à bâtir un futur plus solide et florissant pour Haïti. En consolidant l'IBESR et en unissant toutes les entités concernées pour une action conjointe, nous pouvons offrir aux enfants vulnérables un choix plus sécurisé, rompre le cercle vicieux de la violence et de l'exclusion, et bâtir les fondements d'une société plus équitable et inclusive.

Références

- **IBESR** (2022). Rapport annuel sur la situation des enfants vulnérables en Haïti. Port-au-Prince : Institut du Bien-Être Social et de la Recherche.
- **Lavalasse, J.** (2021). Gangs et fragilité sociale : Regards croisés sur l'effondrement des institutions publiques*. Revue *Études Haïtiennes et Caribéennes*, Vol. 17, No. 3, pp. 45-62.
- **Lemoine, M.** (2022). Les structures de protection sociale en Haïti : défis et perspectives. Port-au-Prince : Éditions Universitaires Caribéennes.
- **PNUD** (2024). Analyse de la pauvreté en Haïti*. Port-au-Prince : Programme des Nations Unies pour le Développement.
- **UNICEF** (2024). Rapport sur les droits de l'enfant en Haïti : Enfants et violences des gangs. New York : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.
- **CROSE** (2021). Les enfants dans les conflits armés : Une étude sur les causes et les impacts en Haïti*. Cap-Haïtien : Collectif pour le Renforcement des Organisations Sociales et Éducatives.

Auteur : Diego LAFORTUNE
Chargé de cours à l'Université d'Etat d'Haïti
Master II en Management des Territoires Touristiques
Maîtrise en Géographie, Aménagement, Environnement et Développement
Licence en Histoire de l'Art et Archéologie